

«Je n'ai jamais donné l'ordre de tuer quiconque»

GENÈVE

Ex-chef de la police au Guatemala, Erwin Sperisen rejette les accusations portées contre lui et se déclare prêt à répondre aux questions de la justice suisse.

INTERVIEW

OLIVIER BOT

Quand il était chef de la police au Guatemala, ses hommes l'appelaient le Viking. Ce colosse à la barbe rousse est accusé par une commission de l'ONU d'avoir exécuté illégalement des prisonniers (lire ci-dessous). Erwin Sperisen a adressé une lettre au procureur général de Genève en se déclarant prêt à répondre aux questions de la justice. Genevois depuis 2007, il a accordé un entretien à la *Tribune de Genève* dans le bureau de son avocat, Me Florian Baier, dans l'immeuble Le Corbusier de Rive.

Votre nom figure sur une liste de dix-neuf personnes recherchées au Guatemala pour des exécutions illégales dénoncées par une commission de l'ONU. Quelle est votre réaction?

Je suis surpris. Cela fait quatre ans que j'ai quitté le Guatemala et soudain, une enquête me pointe du doigt. Je ne peux pas parler pour les autres, mais moi, je sais que je n'ai rien fait de ce qu'ils disent. Je suis prêt à répondre aux questions de la justice. Il y a deux semaines encore, j'ignorais qu'étant suisse, je ne pouvais pas être extradé vers le Guatemala. J'en suis parti parce que le crime organisé avait le projet d'enlever et de tuer mon fils aîné et de m'éliminer. Si un procès devait avoir lieu, je demande juste que ma vie soit garantie et que le procès soit équitable. Des conditions qui sont réunies ici, pas au Guatemala.

Contestez-vous le sérieux de la

Commission internationale contre l'impunité au Guatemala?

Je ne suis pas le seul à le contester. Quatre ou cinq enquêteurs ont démissionné de cette commission en dénonçant la réorientation politique de l'enquête.

Qui cherche à vous nuire?

Cette accusation est sortie alors que la campagne pour la présidentielle de l'an prochain vient d'être lancée. La même semaine qu'un procès pour les meurtres de trois députés du Salvador qui met en cause un gros contributeur financier du parti officiel, relaxé. Dans cette affaire, des policiers ont été tués et n'ont pu témoigner.

Avez-vous donné l'ordre de tuer lors des opérations Gavilon et Pavo Real en 2005 et 2006?

Je n'ai jamais donné l'ordre de tuer quiconque. Je suis chrétien et respectueux de la loi. Dans l'opération Pavo Real, la reprise d'une prison passée sous contrôle des criminels, il n'y a eu que sept morts. Dans d'autres opérations du même genre, le bilan a été beaucoup plus lourd.

Est-il possible de commander la police dans un pays comme le Guatemala et d'avoir les mains propres?

Dans cette région qui est une plaque tournante de tous les trafics entre l'Amérique du Sud



Erwin Sperisen lorsqu'il était chef de la police au Guatemala. (AP)

et du Nord, toute action de la police suscite des réactions violentes du milieu. Et la corruption rend le travail difficile. Pour ma

part, j'ai mis mes hommes sous contrôle en organisant des inspections et en plaçant des GPS dans toutes les voitures.

Poursuivi pour des exécutions illégales

Le Genevois Erwin Sperisen, membre du comité du Parti évangélique suisse, est rattrapé par son passé. Cet homme de 40 ans, qui possède la nationalité guatémaltèque, figure sur une liste de 19 personnes recherchées pour des exécutions arbitraires au Guatemala. De juillet 2004 à mars 2007, il a été le chef de la police de ce pays d'Amérique centrale. Il est en effet soupçonné

par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, un organisme des Nations Unies, d'avoir fait partie d'un groupe criminel au sein du Ministère de l'intérieur. Un tribunal guatémaltèque a émis un mandat d'arrêt contre lui. Ce fonctionnaire, comme le ministre de l'intérieur de l'époque, Carlos Vielma, établi aujourd'hui en Espagne, est soupçonné d'être

impliqué dans deux opérations en octobre 2005 et septembre 2006, qui auraient donné lieu à l'exécution sans procès de dix détenus. «El Vikingo», comme le surnommaient ses hommes, a quitté le Guatemala en 2007 pour s'installer à Genève. Il se disait menacé de mort. On le soupçonne d'avoir fui la justice.

OBOT